

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et Messieurs les membre du CTSD,

Depuis le 13 mars dernier avec la période de confinement puis la réouverture des écoles sur la base du volontariat des familles, inégalités sociales et scolaires ont été largement révélées et exacerbées.

La rentrée qui s'annonce nous inquiète à bien des égards.

Dans l'actualité, un nouvel épisode intervient à propos de la direction d'école. Le SNUipp-FSU s'est étonné qu'une proposition de loi s'invite dans l'agenda social et torde ainsi la démarche de concertation engagée sur cette question. Ce projet ne répond pas aux besoins de l'école et apparaît comme une brique supplémentaire d'un projet en opposition à celui porté par les professeurs des écoles, fondé sur le travail d'équipe entre pairs. La reconnaissance tant attendue pour la direction d'école doit passer, avant tout, par des mesures concrètes : augmenter significativement le temps de décharge en prenant en compte l'ensemble des postes y compris dans les maternelles REP +, ne pas ajouter de missions supplémentaires et, partout, créer les conditions d'une aide pérenne à la direction et au fonctionnement de l'école par la création d'emplois statutaires à temps plein.

L'austérité budgétaire qui règne dans l'éducation doit cesser et de véritables moyens doivent être débloqués partout en urgence pour permettre de réduire les inégalités.

Le chantier « temps de travail et rémunération des AESH » annoncé à l'installation du comité de suivi s'est ouvert de façon inquiétante. En effet, comment comprendre que, après avoir affirmé la volonté de « transformer très positivement la situation des AESH », la DGRH soit dans l'impossibilité de formuler la moindre proposition allant dans le sens d'une évolution significative des rémunérations. Ces pistes vont à l'encontre de l'objectif de professionnalisation et de reconnaissance des missions d'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Le constat est pourtant sans appel : les AESH sont recrutés à temps incomplets imposés 18h pour les AESH co par exemple et sous-payés (indice moyen 330, équivalent à l'échelon 2 du grade de recrutement de la catégorie C). Pour le SNUipp-FSU, il y a urgence à prendre les arbitrages budgétaires qui permettront d'engager les discussions pour aboutir à des mesures concrètes que la profession revendique. L'absence de nouveau recrutement d'AESH à la rentrée nous inquiète fortement quant à l'accompagnement des élèves notifiés par la MDPH.

Depuis 3 ans, l'école subit un rouleau compresseur avec des réformes à marche forcée, sans jamais tenir compte de l'avis des enseignants. Ces réformes et ces injonctions heurtent notre professionnalité, voire bafouent nos valeurs et notre éthique. Du 14 au 25 septembre, sont à nouveau imposées les évaluations CP et CE1 où seront ajoutées des questions concernant le vécu des élèves pendant le confinement.

Alertées par des plans de formation qui ne correspondent pas à l'urgence des rentrées à venir et qui impactent les temps et conditions de travail des formateurs et formatrices, les organisations syndicales, SNUipp-FSU, SE-Unsa, SGEN-CFDT et l'ANCP&AF demandent au ministre d'y renoncer. Il s'agira tout au contraire, « en s'appuyant sur les besoins du terrain qui émergeront, en organisant le recueil des demandes des équipes, de se donner le temps de construire les plans de formation capables d'y répondre, conformément au dernier schéma directeur de la formation continue » Toutes choses qui ne pourront se faire, « qu'en s'appuyant sur l'expertise, la culture professionnelle et la bonne connaissance du terrain des formateurs et des formatrices ».

Plus que jamais après cette période, l'école, ses agents comme ses usagers, ont besoin de temps et de confiance. Il faudra de temps pour permettre aux équipes de penser, observer, concevoir, remédier ou autrement dit être enseignant. Mais il faudra aussi de temps aux élèves et à leur famille. La volonté de pilotage des apprentissages par les évaluations devient insupportable dans ce contexte inédit. Cette volonté de recentrage sur les compétences dites « fondamentales » ne permet pas, bien au contraire, de lutter contre les inégalités sociales de destin scolaire. Une dérive illustrée au travers des évaluations nationales standardisées et de la mise en place des 2s2c que le SNUipp-FSU 93 ne cessera de dénoncer.

La FSU a réaffirmé lors du CTMEN du 12 juin que la préparation de rentrée doit pouvoir se faire avec les moyens adaptés à la situation : elle nécessite un plan d'urgence et un collectif budgétaire pour le soutenir. Pour le SNUipp-FSU 93, afin de conjuguer la mise en œuvre des gestes protecteurs et reconstruire auprès des élèves ce que cette crise aura chamboulé, il est urgent de baisser drastiquement les effectifs de toutes les classes (de la TPS au CM2) et dans toutes les écoles. M. Blanquer a pourtant déclaré à l'Assemblée Nationale que «les élèves en difficulté sont plus que jamais notre priorité». Le fait que 0 poste n'ait été attribué à la Seine-Saint-Denis en dotation supplémentaire est une véritable provocation !

Nos élèves vont avoir besoin de mieux d'école avec des conditions qui pourront favoriser le retour aux apprentissages pour tou-tes. La priorité ne doit plus être à la mise en œuvre des dispositifs ministériels, mais bien à un allègement généralisé des effectifs dans toutes les classes, au renforcement du RASED au sein des écoles (et non en « pôle ressource »), au développement des maîtres supplémentaires dans toutes les écoles.

Développer tous les services publics, que ce soit l'hôpital, l'école, mais aussi l'accompagnement des personnes en situation de précarité, de handicap ..., c'est une nécessité dont tout le monde mesure l'importance aujourd'hui.

Nous vous remercions de votre attention.